

« Encore plus nombreux : ce 31 janvier, nous étions plus de deux millions et demi... »

Ce 31 janvier, nous étions des millions, plus nombreux encore que le 19 janvier.

Des millions, unis avec tous les syndicats.

Avec les jeunes venus nombreux.

Sur les banderoles, les pancartes, les autocollants, dans les mots d'ordre criés, sous toutes les formes, une exigence unanime : la réforme Macron-Borne doit être retirée !

Tous les travailleurs savent que cette réforme n'a aucune justification. Il n'y a pas de déficit. La seule raison en est d'alimenter les caisses de l'État, notamment pour financer les 413 milliards d'euros de la loi de programmation militaire, 413 milliards pour la guerre !

Et maintenant ?

Macron refuse toujours d'entendre. Qu'est-ce qui le fera céder ?

Personne n'attend quoi que ce soit du « débat » à l'Assemblée nationale. Il s'agit seulement de donner l'impression qu'on est en démocratie. Mais tout le monde sait que la Constitution donne à Macron les moyens de faire passer son projet même sans majorité, même sans vote.

Non, ce n'est pas à l'Assemblée qu'on obligera Macron à céder.

La démocratie, c'est la loi de la majorité. La majorité exige le retrait du projet Macron-Borne.

C'est la grève, la grève totale dans l'unité qui contraindra le gouvernement à reculer.

Déjà, dans les assemblées, les travailleurs discutent : reconduction de la grève, constitution de comités d'organisation, mise en place de caisses de grève, comment se donner les moyens de gagner ?

Les confédérations syndicales ont eu raison de constituer un front uni aboutissant aux grèves et manifestations massives du 19 et du 31 janvier.

Ce 31 janvier, après les manifestations, elles annoncent de nouvelles journées de grève et de manifestations les 7 et 11 février et déclarent : « *Face au rejet massif, le gouvernement doit retirer sa réforme.* »

La puissance des millions de grévistes et de manifestants du 31 janvier donne désormais aux confédérations un mandat : mettre à l'ordre du jour l'organisation de la grève totale unie qui contraindra Macron à reculer. Et s'il ne recule pas, à partir et sa réforme avec lui !

Travailleurs, jeunes, militants, vous êtes invités à participer aux réunions organisées par le Parti ouvrier indépendant démocratique dans tout le pays pour discuter de ces propositions.